

Nom de la structure : Cré-sol | Centre Réseau d'économie solidaire

Titre du projet : Nouvelles dynamiques territoriales : mieux comprendre pour mieux agir.

Montant de subvention sollicité : 84 879 € €

N° de dossier : 148

Identification du responsable de la structure :

Nom Prénom : Stéphane Caillaud

Qualité : Co-président

Identification de la personne chargée du dossier :

Nom Prénom : Romain Lalande

Qualité : Chargé de mission

**Date limite de dépôt au Conseil régional du Centre :  
14 novembre 2014**

**Dossier complet à retourner**

**en 1 exemplaire numérique  
(fiche projet en word, annexe budget en excel ou équivalent,  
les autres pièces en pdf)  
et 1 exemplaire papier  
à :**

**Conseil régional du Centre**

Direction de l'Artisanat et de l'Economie Solidaire  
9 rue Saint-Pierre Lentin  
CS 94117  
45041 ORLÉANS Cedex 1  
Tél. : 02 38 70 32 71  
Email : [ess-aap-innovation@regioncentre.fr](mailto:ess-aap-innovation@regioncentre.fr)

Paraphe	Date
---------	------

## LA STRUCTURE

### **PRESENTATION :**

Préciser : activité, public cible, évolutions récentes/faits marquants, forces/faiblesses/opportunités, implication locale ...

### **1. Activité : réseau régional d'économie solidaire**

Le Cré-sol, que ce soit par l'intermédiaire de ses permanents ou de ses bénévoles, développe trois types

d'activités, priorisées ainsi : le soutien au réseau, l'accompagnement au développement de l'Économie Solidaire sur les territoires et la promotion de l'Économie Solidaire.

### **Le Réseau**

- Favoriser la connaissance mutuelle des membres du réseau : Organisation de temps de rencontre sur les départements; Récolte des données sur les adhérents ; Mise à disposition de données auprès des adhérents.
- Favoriser les projets collectifs : Organiser la transmission des informations entre les membres du réseau : Développer des actions collectives au sein du réseau ; Élargir le réseau ; Formaliser et mettre en avant des projets collectifs.

### **L'accompagnement**

- Accompagner le développement des projets d'Économie Solidaire : Développement d'outils de financement éthiques ; Orientation et mise en lien des porteurs de projets ; Rencontre avec les porteurs de projets sur les départements.
- Favoriser les démarches de coopération : Soutien aux dynamiques des PTCE ; Animation de la mise en place de projets collectifs ; Développement de l'usage des outils numériques collaboratifs.

### **La promotion**

Faire connaître les initiatives solidaires en région Centre : Organisation et participation à des événements ;

Alimentation de la base de données des initiatives ; Écriture d'articles sur le site de la consommation responsable ;

Diffusion du site de la consommation responsable.

Apporter une culture de l'Économie Solidaire : Participation aux démarches de décroissement de l'Économie Solidaire ; Promotion de l'Économie Solidaire auprès des collectivités ; Organisation et participation à des événements ; Intervention en milieu scolaire et universitaire.

### **2. Public ciblé :**

Nos actions visent différents publics : les structures dont les pratiques relèvent de l'économie solidaire concernant l'activité de réseau, l'ensemble des porteurs de projets collectifs et individuels (citoyens, entreprises, collectivités, ...) concernant l'accompagnement, et le grand public dans nos missions de promotion.

### **3. Nos valeurs**

Nos convictions sont les suivantes : la seule manière pour les acteurs de l'ES de se faire entendre  
régionalement  
et nationalement, c'est de se rassembler. Le Cré-sol, réseau d'économie solidaire, met en synergie  
les acteurs de  
l'Économie Solidaire sur les territoires de la région Centre pour permettre leur connaissance  
mutuelle et  
l'émergence d'un discours commun porté collectivement auprès des décideurs. Pour être entendu,  
écouté et  
légitime, il nous faut atteindre une masse critique et donc rassembler.

Les limites de la croissance légitiment la nécessité de finalités et de pratiques en rupture avec celles  
que nous  
connaissons aujourd'hui.

En marge du modèle dominant, nous voyons se développer un nouveau modèle économique durable  
et  
soutenable, basé sur la non-croissance financière. L'Économie Solidaire que nous défendons a pour  
finalités de  
participer : au développement humain durable ; à l'expansion du bien-être collectif ; à la  
soutenabilité des  
communautés et des territoires.

Le décloisonnement des acteurs est la clef d'un changement d'échelle de l'Économie Solidaire.

Les statuts de l'économie sociale ne sont pas garants des finalités défendues par l'économie  
solidaire. Ce sont les  
finalités et l'énergie mises en œuvre pour les atteindre qu'il faut prendre en compte.

Nous prônons donc un décloisonnement des acteurs de l'économie plurielle afin de réinventer de  
nouveaux modes  
d'interactions et une appartenance à l'Économie Solidaire basée sur les pratiques.

Le changement d'échelle de l'ESS est, pour nous, une multiplication et une organisation collective  
des initiatives  
qui proposent un nouveau modèle de société, plutôt que le développement de ces structures en  
termes de taille.

Le décloisonnement des acteurs est alors avant tout garanti par le développement de liens humains.

La coopération et les projets collectifs sont seuls garants du monde que nous souhaitons voir  
émerger.

Les projets d'économie solidaire se multiplient sur les territoires. L'enjeu de demain est donc bien de  
les mettre en  
relation et en situation de coopération afin d'en décupler les impacts par l'intelligence collective  
produite.

Le développement des circuits courts (économiques et sociaux), l'accessibilité et la mise à  
disposition des  
connaissances, la contribution aux biens communs et les outils collaboratifs sont les clefs de  
l'accomplissement de  
ces objectifs.

### **4. Évolutions récentes/faits marquants :**

L'ESS bénéficie d'une nouvelle loi depuis le 21 juillet 2014. Au-delà d'un cadre réglementaire, celle-ci offre une reconnaissance élargie et les moyens nécessaires pour une évolution et un changement d'échelle du secteur.

Dans cette loi sont inscrits les PTCE (Pôles Territoriaux de Coopération Economique) auxquels le Cré-sol est associé localement au sein de CoopAxis et nationalement au sein du MES (Mouvement pour l'Économie Solidaire)

## **5. Forces/faiblesses — opportunités/menaces :**

Forces : connaissance approfondie du territoire régional, capacité à fédérer les acteurs et à innover, situation financière saine, agilité des salariés et de la gouvernance.

Faiblesses : difficulté à formaliser nos actions en raison de la pluralité des enjeux, missions, acteurs ; fragilité financière (trésorerie)

Opportunités : Loi cadre ESS, reconnaissance et visibilité du secteur, prise de conscience collective, élargissement de la cible au grand public

Menaces : sous utilisation des compétences/expériences en présence, manque de mobilisation des adhérents notamment sur l'Eure et Loir et le Loiret, calendrier électoral

## **6. Implications locales**

Localement, nous sommes impliqués en soutien à une multitude de projets collectifs : collectifs des acteurs de l'ESS à Vierzon (mois de l'ESS, outillage et accompagnement des coopérations) ; accompagnement du collectif citoyen pour une transition citoyenne et PTCE CoopAxis à Tours (plateforme locale de financement participatif en cours de construction, projet commun de formation notamment) ; acteurs de l'ESS dans le Perche, Partenariat Solidaire dans l'Indre (réseau d'acteurs de l'accompagnement de projets ESS).

En parallèle, nous intervenons en soutien aux outils de finance citoyenne (Cagnottes et Cigales) sur l'ensemble de la région, et organisons de nombreux événements (grand public ou dédiés aux professionnels) au cours de l'année.

## **AIDES PUBLIQUES OCTROYEES A LA STRUCTURE :**

**Aides publiques octroyées au titre du règlement européen « de minimis »** pour les exercices fiscaux N-2, N-1 et N -NB : *Le montant maximum global d'intervention, additionné des autres aides publiques éventuellement perçues par l'entreprise au titre du règlement européen « de minimis » sur les 3 derniers exercices fiscaux, est de 200 000 €.*

Nom de l'aide	Objet de l'aide	Organisme financeur	Montant octroyé (€)*	Date d'octroi

\* et montant en Equivalent Subvention Brut si Avance Remboursable

**Autres aides publiques octroyées depuis 3 ans et/ou aides régionales restant à rembourser (HORS DE MINIMIS)** (ADEME, Agence de l'Eau, CARSAT, OSEO, Etat, Europe, Région, Département, Communes, exonérations fiscales et sociales, etc...)

Nom de l'aide	Objet/finalité de l'aide	Organisme financeur	Montant Octroyé (en €)	Type (Subvention, avance, exonérations diverses...)	Date d'octroi (jj/mm/aa)
CAP'Asso	Aide au poste	Région Centre	30 540€	Subventions	2014
Convention Centre	Fonctionnement	Région Centre	50 000€		2014
Subvention animation	Mois de l'ESS	Ville de Tours	4 000€		2014
Subvention animation	Mois de l'ESS	Ville de Tours	3 000€		2013
CAP Asso	Aide au poste	Région Centre	27 333€		2013
Convention Centre	Fonctionnement	Région Centre	50 000€		2013
Subvention animation	Mois ESS	CG 37	350€		2013
CAP Asso	Aide au poste	Région Centre	30 850€		2012
Finance Solidaire	Finance solidaire	Caisse dépôts	5 000€		2012
Convention Centre	Fonctionnement	Région Centre	47 401€		2012

Lien internet : [http://www.datar.gouv.fr/sites/default/files/liste\\_de\\_minimis\\_2012.pdf](http://www.datar.gouv.fr/sites/default/files/liste_de_minimis_2012.pdf)

## PROJET : résumé

Résumé non confidentiel et compréhensible par un non-expert (12 lignes maximum)

Notre projet consiste en une innovation qui permettra de soutenir des dynamiques de co-production des territoires. Les impacts attendus doivent renforcer les capacités d'adaptation des acteurs régionaux. Une démarche d'accompagnement de groupes d'acteurs locaux enrichira leurs pratiques informationnelles au service d'une extension des usages coopératifs.

Les terrains d'expérimentation envisagés sont Tours, Vierzon et Blois. Chaque groupe disposera d'outils cartographiques et statistiques favorisant l'étude des besoins de leur territoire. Des diagnostics partagés permettront de nouvelles actions collectives en réponse aux besoins identifiés. A terme, chaque groupe sera autonome pour créer de nouveaux indicateurs et mener des enquêtes participatives via la mutualisation d'outils et de compétences. Une démarche de recherche-action formalisera les leviers d'action pour l'essai de pratiques bénéfiques à la co-production des territoires régionaux.

Notre groupe multi-partenarial qui rassemble des ressources humaines, des savoir-faire utiles pour appréhender les données, formera les acteurs à l'usage et à l'analyse de données statistiques et les aidera à capitaliser et partager leurs expériences. Cela nourrira la réflexion nationale relative aux enjeux de la transformation numérique des territoires et la capacité des acteurs de placer l'usage des données au service de leurs missions.

## PROJET : description

Préciser les raisons/motivations, les objectifs/finalités du projet, les éléments innovants du projet, son articulation avec les axes prioritaires définis dans le cahier des charges, son intérêt économique, le territoire d'action, les partenaires envisagés (nature de l'implication), le phasage/étapes clés, les livrables et résultats attendus (techniques, socio-économiques et environnementaux), l'adéquation des moyens (immobilier, outil de production, moyens humains) et le calendrier prévisionnel

# Nouvelles dynamiques territoriales :

## Mieux comprendre pour mieux agir

### Résumé

#### 1. Contexte : l'information, un flux vital pour l'innovation des territoires

- 1.1 Les données, un sujet « montant »
- 1.2 Usage des données et pratiques de coopération
- 1.3 Le territoire et ce qui s'y développe déjà
- 1.4 Un projet collectif qui prolonge l'existant

#### 2. Des objectifs porteurs d'innovations

- 2.1 L'usage des données : mieux comprendre pour mieux agir
- 2.2 Développer des usages collaboratifs pour permettre l'action collective.
- 2.3 Garantir l'autonomie des acteurs et l'essaimage de la démarche
- 2.4 Objectifs à long terme
- 2.5 Les éléments innovants du projet

#### 3. Méthodologie

- 3.1 Avancer avec agilité
- 3.2 Une approche éco-systémique
- 3.3 Articuler les échelles d'action

#### 4. Les parties-prenantes

- 4.1 Les partenaires
- 4.2 Les acteurs locaux pressentis au démarrage

#### 5. Les domaines d'action

- 5.1 Préparer l'action
- 5.2 Agir collectivement
- 5.3 Évaluer et essayer
- 5.4 Faciliter l'action
- 5.5 Calendrier prévisionnel

#### 6. Actions et résultats attendus

- 6.1 Préparer l'action
  - 6.1.1 Mobilisation
  - 6.1.2 Connaissance mutuelle et mise en action
  - 6.1.3 Enquête participative
- 6.2 Agir collectivement
  - 6.2.1 Action collective et participatives
  - 6.2.2 Ouverture des données existantes
  - 6.2.3 Production des données manquantes
  - 6.2.4 Analyse de données :
- 6.3 Évaluer et essayer
  - 6.3.1 Observation et analyse du processus
  - 6.3.2 Évaluation et Bilan
  - 6.3.3 Restitution et essaimage
- 6.4 Faciliter l'action
  - 6.4.1 Coordination des groupes d'acteurs
  - 6.4.2 Communication et outillage

#### 7. Modèle économique et pérennité

- 7.1 Dépenses prévisionnelles
- 7.2 Sources de financement
- 7.3 Modalité d'intervention des prestataires

#### 7.4 Pérennisation de l'action

## Résumé

Notre projet consiste en une innovation qui permettra de soutenir des dynamiques de co-production des territoires. Les impacts attendus doivent renforcer les capacités d'adaptation des acteurs régionaux. Une démarche d'accompagnement de groupes d'acteurs locaux enrichira leurs pratiques informationnelles au service d'une extension des usages coopératifs.

Les terrains d'expérimentation envisagés sont Tours, Vierzon et Blois. Chaque groupe disposera d'outils cartographiques et statistiques favorisant l'étude des besoins de leur territoire. Des diagnostics partagés permettront de nouvelles actions collectives en réponse aux besoins identifiés. A terme, chaque groupe sera autonome pour créer de nouveaux indicateurs et mener des enquêtes participatives via la mutualisation d'outils et de compétences. Une démarche de recherche-action formalisera les leviers d'action pour l'essaimage de pratiques bénéfiques à la co-production des territoires régionaux.

Notre groupe multi-partenarial qui rassemble des ressources humaines, des savoir-faire utiles pour appréhender les données, formera les acteurs à l'usage et à l'analyse de données statistiques et les aidera à capitaliser et partager leurs expériences. Cela nourrira la réflexion nationale relative aux enjeux de la transformation numérique des territoires et la capacité des acteurs de placer l'usage des données au service de leurs missions.



# 1. Contexte : l'information, un flux vital pour l'innovation des territoires

*Les mutations technos-sociétales en cours provoquent et appellent de profondes évolutions tant à l'échelle des individus (modes de vie, modes de consommations), qu'à l'échelle des organisations (modes de production) ou encore à celle des territoires (modes de développement). Ces évolutions rencontrent également les enjeux d'une réussite des dynamiques de transition socio-écologique. Dans ce contexte général, les conditions de l'action changent et il s'avère nécessaire d'accélérer la conception de nouvelles matrices d'actions collectives qui soient à même de relever les défis que nous imposent ces mutations.*

*Quels sont les éléments constitutifs de ces matrices qui permettent la résolution de problèmes rencontrés dans les quotidiens des individus, que ce soit dans leurs parcours personnels ou dans l'exercice de leurs missions professionnelles ? La qualité des processus de choix et de décisions collectifs (décider à bon escient, en connaissance de cause, dans un objectif d'apprendre et de comprendre ensemble<sup>1</sup>) repose impérativement sur une optimisation de la relation entre les territoires et les communautés dans le champ de la connaissance.*

*L'information, ressource essentielle de la production de connaissances, se met alors au service du territoire, pensé comme un ensemble de relations entre une population et un espace, et nourrit l'intelligence stratégique et inventive des acteurs. Pour mobiliser ces flux, les pratiques informationnelles jouent un rôle majeur dans la prise en compte de la complexité au service de la transition vers des sociétés soutenables. Elles viennent alors favoriser, par l'innovation sociale, les dynamiques de co-production de l'engagement citoyen, du lien social, du vivre ensemble, de la culture, de la connaissance,...*

## 1.1 Les données, un sujet « montant »

La quantité de données produite par notre société numérique est en croissance exponentielle et représente aujourd'hui l'une des grandes opportunités économique, scientifique, sociale et citoyenne. Elles sont à la source d'un très grand nombre de services mais trop peu d'acteurs sont capables d'en tirer pleinement partie.

Les données numériques transforment nos vies et nos projets. La montée en qualité des pratiques, des outils et également des dispositifs sociaux dans lesquels ces données circulent devient un enjeu fondamental. Pourtant, les modalités de médiation ou d'accompagnement des individus à l'exploitation des données ne sont pas assez nombreuses.

Le rapport de la mission Lemoine, "*La nouvelle grammaire du succès - La transformation numérique de l'économie française*" vient d'être officiellement remis (vendredi 7 novembre 2014) à Emmanuel Macron, Marylise Lebranchu, Thierry Mandon et Axelle Lemaire. Cette mission gouvernementale sur la transformation numérique de l'économie française a produit 53 mesures transverses, permettant d'accélérer la transformation numérique et de libérer un important potentiel d'innovation pour l'économie française et 118 recommandations qui pourraient nourrir un agenda triennal numérique pour la France.

La mesure 10 dans la thématique "*Intérêt général*" nous intéresse ici plus particulièrement : "*Diffuser la culture des données comme levier de changement dans les mouvements d'associations et de citoyens.*" En effet, notre projet s'inscrit pleinement dans cette recommandation et, au delà des seuls mouvements d'associations et de citoyens, plus largement dans les enjeux de la campagne "INFOLABS" portée par la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING).

Depuis 2013, la FING, Think Tank de référence pour anticiper les transformations numériques, conduit une campagne qui a produit les outils et les connaissances nécessaires à l'émergence d'INFOLABS sur les territoires et dans les organisations. Plus que de simples lieux, les INFOLABS sont à considérer comme des dynamiques collaboratives dédiées à la compréhension, la manipulation et l'exploration de données et visant à :

- redistribuer au plus grand nombre un pouvoir d'agir avec et sur les données plutôt que renforcer le pouvoir de ceux qui en ont déjà
- développer un écosystème riche et ouvert plutôt que maintenir des expertises en vase clos
- favoriser une appropriation large par l'ensemble du tissu économique plutôt que la naissance de monopoles industriels
- contribuer à une réelle appropriation par l'économie sociale et solidaire plutôt que des services ciblés pour citoyens aisés

En 2015, la FING propose de poursuivre la dynamique engagée et d'accompagner sur le terrain l'émergence d' INFOLABS sur les territoires avec une réponse en deux temps comprenant formation et accompagnement. Notre projet sera candidat à cette proposition d'accompagnement.

## 1.2 Usage des données et pratiques de coopération

Sur tous les territoires, les initiatives de coopération de l'ensemble des acteurs se multiplient et c'est d'ailleurs l'un des 5 objectifs de la toute récente loi ESS<sup>2</sup> que de provoquer un choc coopératif. Toutefois, la compétition reste bien souvent la règle : ces initiatives sont encore émergentes et, lorsqu'elles existent, elles expérimentent au quotidien des méthodes et des outils de coopération encore peu répandus. Les acteurs ont donc besoin de monter en compétences et, ainsi d'enrichir leur culture pratique de la coopération. Cette culture donne vie à des dispositifs sociaux qui participent à définir les postures régissant les interactions entre les acteurs qui influencent le développement d'un territoire. Il convient donc de permettre l'exploration et la documentation des expériences pour faciliter l'essaimage et l'appropriation rapide par d'autres de ces pratiques innovantes.

Nous pouvons faire le même constat concernant le partage des données, principaux éléments de connaissance d'un territoire : elles sont encore peu partagées, et considérées comme propriété exclusive de ceux qui les produisent. La directive Européenne PSI incite les collectivités à l'ouverture de leurs données, mais c'est encore rarement le cas dans les faits, notamment à cause du peu de culture des acteurs sur ces questions. Une fois ces données partagées, leur usage devient pourtant un levier majeur dans l'évaluation et la valorisation des actions menées sur un territoire pour améliorer leurs impacts. Au delà, c'est également un outil puissant au service du pouvoir d'agir et de la démocratie locale.

Conséquence de l'appropriation des données par leurs producteurs, les citoyens et les acteurs locaux sont exclus de l'usage de la connaissance disponible sur leur territoire. Notre projet permet, par le développement des pratiques collaboratives, la réappropriation progressive de ces connaissances par les acteurs pour améliorer leur capacité à prendre des décisions qui donnent plus de sens à leurs actions.

## 1.3 Le territoire et ce qui s'y développe déjà

Au cours des trois ans de mise en oeuvre, notre projet vise trois territoires spécifiques en Région Centre, choisis pour les dynamiques de coopération qui y sont à l'oeuvre. C'est sur ces terreaux que nous nous appuyerons, dès la première année, pour améliorer les capacités de coopération et le partage des connaissances disponibles pour donner plus de pertinence aux actions et mieux valoriser leurs impacts.

A Tours, en étroite collaboration avec le PTCE CoopAxis agissant autour des questions du numérique et de l'Innovation Sociale, des actions collectives se montent pour associer les acteurs institutionnels et associatifs de l'emploi et de l'insertion de différents quartiers prioritaires de l'agglomération Tours Plus.

Elles visent,

- d'une part, la création d'une veille et d'une observation partagée des usages numériques collaboratifs mis au service de l'emploi, de l'éducation et de la citoyenneté, pour une meilleure identification des ressources et des besoins du territoire en vue de mieux faire circuler les démarches innovantes,
- et d'autre part, le développement d'expérimentations pour mesurer les opportunités créées par le développement des usages numériques collaboratifs tant chez les professionnels de l'insertion et du travail social que chez les personnes accompagnées (en termes d'accès à l'emploi et de construction de parcours sociaux connexes qui peuvent stimuler le retour à l'emploi ou la création d'emploi).

Dans ce contexte, certains producteurs de données, comme le Conseil Général d'Indre et Loire, sont aujourd'hui ouverts à libérer leurs données, pourvu qu'ils disposent d'un terrain d'expérimentation pour s'y essayer<sup>3</sup>.

<sup>2</sup>

[les principales mesures de la loi relative à l'Economie sociale et solidaire](#)

<sup>3</sup>

A Vierzon, les acteurs agissant sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville se réunissent régulièrement depuis quatre ans pour échanger sur leurs actions. Ces rencontres ont rapidement permis le développement de nombreux partenariats dans chacune des actions menées. Des projets collectifs émergent également entre associations locales et collectivités, notamment autour de la santé et se déclinent sur des mois thématiques tout au long de l'année.

A Blois, des pratiques de coopérations sont ancrées plus qu'ailleurs, du fait de nombreux projets collectifs qui se développent. Nous pouvons citer à titre d'exemple l'organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale organisée chaque année par plus de 20 structures, ou encore l'implication de la municipalité dans le développement de projets de manière horizontale, au coté des acteurs. Toutefois, c'est un territoire complexe du fait des nombreuses interactions déjà à l'oeuvre, et il est inenvisageable d'y intégrer ce projet de manière cohérente dès 2015. Nous avons choisi de consacrer la première année à la construction d'une stratégie adaptée avec les acteurs et la municipalité pour un démarrage début 2016. C'est un territoire naturel pour le développement d'un projet comme le nôtre. Le Conseil Général du Loir et Cher étant le seul département engagé en Région Centre dans une politique d'ouverture et de mise à disposition de ses données, nous en expérimenterons des cas d'usage concrets directement reliés aux actions de terrain.

## **1.4 Un projet collectif qui prolonge l'existant**

Notre projet s'appuie d'abord sur la conscience des dynamiques existantes sur les territoires d'expérimentation. Il se positionne de manière complémentaire aux actions à l'oeuvre et apporte une partie des réponses aux freins identifiés actuellement par les acteurs rencontrés.

Beaucoup de projets intègrent déjà une dimension plus ou moins importante de mise en oeuvre de diagnostic partagé. Nous nous proposons de favoriser une vision globale et partagée des projets autour de thématiques proches. Nous outillerons ce système d'acteurs pour favoriser un apprentissage collectif d'une démarche d'observation, d'évaluation, d'amélioration et de valorisation de l'existant. La mutualisation des expériences et des connaissances détenues par chacun permettra aux différents projets de s'enrichir et la documentation de la démarche favorisera son adaptation rapide à d'autres territoires.

Pour s'assurer de la complémentarité effective du projet avec l'existant, nous avons choisi de le décomposer en un ensemble de blocs opérationnels (voir "Les domaines d'action"). Cette architecture permettra à chaque partie du projet d'intervenir en complémentarité, voir en co-financement de projets développés localement ou en devenir.

Ainsi à Tours, nous avons d'ores et déjà identifié des projets qui mettent en oeuvre des actions en relation directe avec ce que nous développons ici :

- Un accompagnement des acteurs de l'emploi aux usages collaboratifs
- Une formation aux usages collaboratifs déjà menée auprès de certains acteurs locaux, qui sont donc en capacité de former leurs pairs
- Un état des lieux des actions est en cours dans le cadre d'un Observatoire des Usages Collaboratifs, nos deux projets se nourrissant mutuellement de différentes données utiles. .

## **2. Des objectifs porteurs d'innovations**

### **2.1 L'usage des données : mieux comprendre pour mieux agir**

L'accompagnement proposé par la mutuelle de données Altercarto et la SCOP Acokima, permet la montée en compétence des acteurs autour de l'usage et de l'interprétation de données statistiques afin d'être en capacité de mieux agir sur les besoins de leurs territoires.

Chaque groupe d'acteurs locaux élabore la démarche d'enquête, discute le choix des indicateurs et des démarches à engager, interprète les résultats, propose des projets d'actions innovantes et formule de nouvelles hypothèses en fonction desquelles des ateliers d'étude et de pratique sont constitués.

Une instance ouverte faisant intervenir un nombre d'acteurs plus large permet de débattre autour des hypothèses et des interprétations formulées par les groupes. Ainsi les habitants, les groupes, les associations et les partenaires institutionnels peuvent être mobilisés dans un contexte adapté, voir intégrer le groupe après avoir vécu la réalité de la démarche. Chaque groupe local co-définira les sujets multisectoriels qu'il souhaite traiter au niveau de son territoire (thématiques pressenties : santé à Vierzon, insertion à Tours). L'élargissement du groupe et la montée en compétence des acteurs induit donc la possibilité de traiter d'autres thématiques, plus transversales, au fil du temps.

Autour de ces acteurs, un groupe technique est dédié à l'animation des échanges et à la traduction des hypothèses en terme de scénario cartographiques de données, puis en terme de projets d'actions cogérés et auto-évalués.

L'objectif central est de permettre une confrontation féconde entre l'expérience des acteurs et les connaissances apportées par les indicateurs choisis. Une place centrale est alors accordée au vécu des acteurs (et aux savoirs populaires des personnes dans le cadre participatif), tant dans la formalisation des sujets et des hypothèses dans le travail d'analyse et d'interprétation, que dans la conception collective, l'argumentation et l'évaluation de projets innovants. La combinaison des graphiques quantitatifs, des profils qualitatifs de besoins, de la carte et des données cartographiées permettent cette confrontation avec l'expérience, suscitant des discussions et des convergences de points de vue souvent difficiles à réaliser par le seul pouvoir argumentaire oral ou expert. Ils apportent la distanciation et les compétences utiles à l'argumentation de projets inovant et à leur évaluation.

En parallèle, nous palierons à l'absence de données institutionnelles en dessous de l'échelon communale plus particulièrement avec la SCOP Acokima dans un travail de production associant les acteurs et leurs usagers. L'objectif est de mettre en place un système de données complémentaires sous forme d'OpenData. Ce dispositif permettra de produire des données plus fines et actualisées avec les groupes et les habitants à partir des expériences propres aux activités de chacun. Cette production mobilisera le vécu des personnes au travers des contacts quotidiens, d'entretiens et de groupes de discussion, ainsi que les connaissances populaires.

## **2.2 Développer des usages collaboratifs pour permettre l'action collective.**

Agir ensemble est complexe lorsque les acteurs qui choisissent de le faire observent leur territoire sous des prismes différents, que cela soit dû à leurs expériences ou au rôle qui leur est propre. La mise en lien et l'interconnaissance suscitée par notre démarche saura permettre le partage de ces visions et développer une culture commune du territoire. Elle instaure et développe une démarche transversale et une approche intégrée qui renforcent la coordination et la concertation à l'encontre de la sectorisation des services, de l'empilement et de l'émiettement des dispositifs.

Au delà des échanges de pratiques et de savoirs relatifs aux expériences individuelles, chacun sera invité à la mise à disposition des données statistiques dont il dispose. L'apprentissage de l'utilisation et de l'interprétation de ces données favorisera le développement d'une compréhension partagée du terrain d'action. Cela se traduit par une meilleure connaissance des besoins des personnes, des compétences des acteurs et finalement d'une action collective pertinente, efficiente et favorisant les impacts positifs.

Ces deux approches seront donc développées pour établir une représentation collective des besoins présents qui soit la plus objective possible, grâce à l'usage d'outils scientifiques. Cette vision sera enrichie des savoirs, ressentis et imaginaires individuels, souvent révélateurs de réalités peu observables statistiquement.

Pour concrétiser ces ambitions, les groupes devront être en capacité de travailler collectivement de manière horizontale. Les compétences des acteurs et leur intelligence collective sont indispensables pour nourrir l'action. La coopération des acteurs localement et la coordination régionale des groupes locaux feront donc appel à des pratiques collaboratives qui rationalisent l'usage des ressources disponibles. Ces changements dans les modes d'organisation des acteurs produira des impacts rapides et visibles à court terme sur les territoires (nouvelles actions collectives et plus d'efficience dans la mise en œuvre des actions existantes).

La mise en œuvre de telles coopérations nécessite, certes, des usages, mais également les outils (pour la plupart numériques) et les infrastructures techniques nécessaires. La SCOP Acokima mettra à disposition la méthode CATALYSE, issue de la recherche publique en intelligence territoriale menée par l'INTI (International Network of Territorial Intelligence) et éprouvée depuis 20 ans en Europe et dans le monde, pour permettre la mise en oeuvre de démarches d'enquêtes participatives et de coopérations au plan local. Pour intervenir sur la formation aux usages collaboratifs et la mise en place des outils qui y sont liés, nous faisons appel à Artefacts. En effet, certains salariés de cette coopérative initient déjà depuis plus d'un an un accompagnement de groupes d'acteurs locaux sur ces sujets :

- via le DLA : enquêtes sur les usages numériques des associations des quartiers politique de la ville et journées d'accompagnement collectif "Participer coopérer, valoriser - Maîtrise de l'outil numérique"
- via la mise en place d'un outil collaboratif à la demande du SPEL de Tours, pour les acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle du bassin d'emploi.

## 2.3 Garantir l'autonomie des acteurs et l'essaimage de la démarche

Certaines compétences ne sont pas présentes régionalement, telle que l'accompagnement de groupes à l'usage de données statistiques. D'autres ne sont présentes que sur certains territoires. L'enjeu est ici de permettre une montée en compétences des acteurs locaux pour finalement parvenir à leur autonomie. Au terme du projet, chaque groupe sera autonome et pourra reproduire seul la démarche d'enquête, en l'élargissant à d'autres thématiques s'il le souhaite. Un transfert de compétences, lorsqu'elles existent localement, entre acteurs des territoires permettra également de les diffuser au sein de la région.

Tout au long du projet, les acteurs seront amenés à documenter l'expérience acquise et donner à voir la démarche mise en oeuvre, afin qu'elle constitue un bien commun accessible à tous. La constitution de cette base de connaissances partagées entre les différents terrains d'action et le fait de la donner à voir à l'extérieur facilitera l'essaimage et accélérera l'appropriation de la démarche et le transfert de compétences pour chaque acteur. Les technologies numériques seront également mises à contribution pour favoriser la dissémination des bonnes pratiques au sein des réseaux professionnels et des réseaux scientifiques (comme INTI<sup>4</sup>) ouverts aux échanges et à la recherche-action.

Durant la mise en oeuvre du projet, un travail de recherche-action sociologique permettra d'identifier les leviers et les freins à l'action dans le cadre d'une telle démarche. Des documents synthétiques seront produits et mis à disposition pour guider les acteurs souhaitant développer ce type d'enquêtes participatives sur leur territoire.

Il s'agit finalement de favoriser l'autonomie des acteurs pour plus d'efficacité individuelle, tout en multipliant les possibilités de coopération avec d'autres, pour plus d'efficacité collective.

## 2.4 Objectifs à long terme

Au delà de l'horizon des trois ans de mise en oeuvre de ce projet, des objectifs de transformation progressive des matrices territoriales sont au cœur de notre démarche. Cette ambition générale s'intègre notamment aux engagements de la Région Centre dans des démarches expérimentales et prospectives telle que son adhésion à *La 27ème Région*. C'est pourquoi notre projet développe des pratiques de coopération cherchant à réussir, en partenariat avec des politiques publiques innovantes, la co-construction de territoires plus résilients. L'enjeu est donc de faire monter en compétences les territoires et leurs acteurs sur ces sujets.

Notre démarche participe au développement de pratiques de coopération entre les différents acteurs agissant sur, et pour leur territoire. Ces pratiques sont en rupture avec les logiques de compétition actuellement à l'oeuvre que ce soit entre acteurs ou entre territoires. Il nous semble aujourd'hui nécessaire de développer une culture de l'action collective permettant à terme une participation plus large des acteurs à la co-production des politiques publiques. Au delà, il s'agit d'accompagner les acteurs à mieux comprendre leurs territoires afin de mieux agir ensemble pour réussir la transition socio-écologique de notre société.

## 2.5 Les éléments innovants du projet



Notre méthodologie trouve son origine dans le concept de gouvernance contributive, qui vise la participation large des citoyens et des structures locales, non pas comme acteur unique déconnecté de son environnement mais en interactions et interdépendances avec les autres parties-prenantes du territoire (collectivités, institutions, entreprises, ...). Pour favoriser les pratiques effectives de partage et de coopération qui animent les dynamiques de gouvernance contributive, il est nécessaire de travailler sur les conditions qui stimulent la capacité des acteurs à coopérer. Les innovations apportées par notre projet contribuent au développement de ces conditions.

D'abord, notre méthodologie permet d'accompagner le changement de posture qui produit des territoires plus résilients (capacité à agir par eux-mêmes) et participe à lever de nombreux freins à travers la mise en place d'une gouvernance contributive. Il assurera également un rôle de médiation qui permettra aux producteurs de données publiques de répondre aux obligations légales de leur ouverture.

Les dimensions innovantes du projet tiennent :

- Aux modalités d'action :

Le projet est co-produit et fait appel à la co-décision de l'ensemble des parties-prenantes du territoire de son élaboration, en passant par sa mise en oeuvre et jusqu'à son évaluation. Il associe ainsi collectivités, associations, habitants et usagers dans un projet commun de territoire.

- A la portée expérimentale du projet :

Appuyé sur des méthodes agiles, il permet de tester de nouvelles modalités d'action en s'assurant des résultats produits grâce à une intégration des erreurs comme opportunités d'amélioration.

- Aux outils mis à disposition et à l'accompagnement de leurs usages par les acteurs :

Différents outils sont mis à disposition afin de faciliter l'action collective et la médiation aux données.

La SCOP Acokima et la mutuelle de données Altercarto apportent un outil cartographique (SuiteCairo), un outillage propre à la méthode CATALYSE (des outils de statistique descriptive et d'analyse qualitative des données co-construit avec les acteurs, et des spécifications techniques favorisant des outils statistiques et géomatiques) et une base de données en open data (Rose des vents). De plus, des outils numériques collaboratifs seront installés et les groupes formés à leurs usages.

- A la dimension exemplaire de la démarche:

Il s'agit ici d'une expérience d'Innovation territoriale exemplaire en Région Centre qui va rayonner hors du territoire. Afin de s'en assurer, le projet sera documenté et valorisé pour créer la possibilité d'un large essaimage

## 3. Méthodologie

### 3.1 Avancer avec agilité

Notre démarche s'appuie largement sur les méthodes agiles qui pensent l'action par itération. Il s'agit ici de s'autoriser à agir en considérant l'erreur comme une ressource au service de l'amélioration continue des actions engagées.

Dans cette optique, nous accompagnons les groupes à passer rapidement à l'expérimentation pour tester leurs hypothèses, dès la première ébauche de solution. En observant les résultats produits, nous identifions avec les acteurs quels en ont été les leviers, mais également les freins. Nous répétons ensuite l'action en y intégrant de nouveaux éléments imaginés pour améliorer son efficacité, et ré-itérons ce processus.

Il est ici question d'agilité car nous décomposons une action globale pensée pour produire des effets à long terme en petites réalisations concrètes successives. Nous sommes alors en capacité de nous adapter rapidement à l'évolution du contexte local. Dans un environnement qui évolue en permanence, seule une adaptabilité rapide de l'action permet sa pérennité. C'est un enjeu majeur pour favoriser la résilience des territoires, en limitant au maximum l'impact d'une erreur dans les hypothèses sur lesquelles s'appuient l'action.

### 3.2 Une approche éco-systémique

Au delà des participants, l'ensemble de l'éco-système d'acteurs agissant sur le territoire est pris en compte et le processus à l'oeuvre avec les groupes restreints doit être visible par les acteurs qui n'en font pas partie. C'est ici un levier qui permet à tout acteur du territoire de bénéficier de l'expérience accumulée par le groupe, afin qu'il puisse rendre efficace sa propre action.

L'animation aura pour vocation de créer les conditions favorables à l'intégration de nouveaux acteurs aux groupes, voir le développement de démarches similaires sur de nouveaux territoires. Chaque fois que des actions seront menées sur le terrain, elles seront documentées et communiquées afin de laisser des traces qui assurent une visibilité aux réalisations des groupes. Il s'agit de rester transparent sur les processus à l'oeuvre pour donner à voir les résultats produits et la démarche qui en est à l'origine.

Les acteurs étant les premiers conscients de l'environnement complexe et changeant dans lequel ils évoluent, il est nécessaire de leur laisser une autonomie maximale dans l'action : choix des sujets d'études par chaque groupe, co-construction de l'enquête, co-évaluation et analyse partagée notamment. Régulièrement ils partageront leur expérience avec l'ensemble de l'éco-système pour créer de nouvelles opportunités d'usage des productions. Le groupe est alors pensé comme un espace ouvert sur le territoire et ses parties-prenantes: chacun peut l'intégrer ou en tirer profit dès que le sujet traité est pertinent au regard du rôle qui est le sien.

### 3.3 Articuler les échelles d'action

La dimension régionale du projet permet l'imbrication des différentes échelles d'actions, élément clef pour produire des changements effectifs et pérennes dans les processus d'organisation territoriale. En effet, si nous pouvons partager certaines compétences, l'enjeu est avant tout de pouvoir les articuler de manière efficiente à différentes échelles. Ce constat sous-entend forcément d'assurer la connectivité entre ces différentes strates territoriales<sup>5</sup>.

Localement, le terrain opérationnel de l'action dépassera le périmètre d'action individuel des acteurs pour un niveau plus large à travers la construction d'une représentation partagée du territoire et de ses réalités. Les acteurs, même individuellement, n'agissent alors plus sur *leur* territoire (défini administrativement notamment par la destination des financements perçus), mais bien sur *le* territoire (défini à partir des réalités vécues collectivement).

Régionalement, les acteurs disposeront d'espaces à même d'échanger sur leurs expériences entre les différents terrains d'expérimentations. D'une part, des rencontres physiques animées de manière à faire émerger l'intelligence collective des groupes permettra un partage des questionnements et un transfert des solutions. D'autre part, des outils communs à l'ensemble des participants connecteront les territoires dans leurs réalisations quotidiennes afin de prolonger les temps de rencontres physiques et d'accompagner l'autonomie des acteurs dans leur fonctionnement en réseau.

---

5

## 4. Les parties-prenantes

### 4.1 Les partenaires

Ces acteurs sont des partenaires qui ont vocation à consolider les actions par l'apport de compétences non-présentes localement.



#### **Le Cré-sol - Centre Réseau d'économie solidaire**

Réseau régional d'acteurs de l'Economie Solidaire en Région Centre, Cré-sol coordone les acteurs, anime et outille les coopération localement depuis maintenant 10 ans. Le Cré-sol dispose d'un réseau solide d'adhérents sur le territoire régional, en particulier sur les terrains d'expérimentation envisagés ici. Notre expérience dans l'animation des coopérations et dans l'accompagnement de projets collectif garantit notre capacité à coordonner, mettre en oeuvre et rendre compte de ce projet.

**Rôles :** Porteur administratif du projet, coordination et suivi du projet, outillage mutualisé, mobilisation au sein des groupes opérationnels, lien entre les différents territoires, aide au montages de projets.



#### **Artefacts - Coopérative d'Activités et d'Emploi**

La Coopérative d'activités et d'emploi Artefacts existe depuis 2010. Elle est dédiée aux métiers de l'économie créative (artistiques/culturels/TIC). Elle héberge 50 salariés. La coopérative travaille à accompagner des entrepreneurs sur le territoire de la région Centre pour leur permettre de développer des activités professionnelles. Elle les dégage des activités administratives et comptables et sécurise leurs parcours.

**Rôles :** Trois volets de compétences seront mis à disposition via trois entrepreneurs-salariés de la CAE Artefacts :

- Traitement de données : *Appui à la production de données avec les habitants, mise en forme des données pour les rendre manipulables par les groupes;*
- Facilitation de coopérations : *Facilitation des liens avec les acteurs sur Tours (nombreuses actions déjà menées), facilitation de coopération;*
- Outillage et usages numériques : *Accompagnement à l'usage des outils numériques collaboratifs, mise en place du site, gestion de contenus.*



#### **ETICS - Expertise, Transfert, Ingénierie et Compétence Sociale**

Pôle d'expertise et de recherche en direction de collectivités, d'organismes publics et d'entreprises, ETICS développe des recherches partenariales dans le domaine des sciences sociales autour de quatre thématiques prioritaires (condition d'acceptabilité des innovations - mobilité et territoires - travail - usages de l'énergie) avec comme axe transversal le développement durable. ETICS s'intéresse particulièrement à la question des usages et des comportements, ainsi qu'à celle des leviers du changement. Les projets menés se déclinent entre recherche collaborative, recherche opérationnelle et prestation.

**Rôle :** Observer et analyser les jeux d'acteurs d'un processus de création et de mise en accessibilité de données numériques.



#### **Acokima - Accompagnement de l'intelligence territoriale participative**

"Mieux comprendre pour mieux agir", c'est ce qui constitue l'offre de la HYPERLINK "<http://www.lelabo-ess.org/?+-Scop-+>"\_SCOP ACOKIMA qui diffuse une méthode participative d'intelligence territoriale au sein d'observatoires locaux. Les services proposés, co-constructions entre chercheurs et acteurs publics et privés sont de l'ordre de l'ingénierie de projets territoriaux à forte composante écologique et solidaire et sont à même de nourrir les innovations sociétales et les formes d'économie innovantes dont la dynamique de transition socio-écologique a besoin pour aboutir.



La SCOP Acokima transfère le savoir faire issu de la co-construction pour, avec et par les acteurs territoriaux au sein du réseau international d'intelligence territoriale depuis 1989, au travers d'une centaine d'initiatives locales dans le monde, principalement en Europe, en Amérique latine et dans le Maghreb, en respectant les particularités de chaque territoire.

**Rôle :** Conseil et accompagnement pour la réalisation par les acteurs eux-mêmes

- de l'analyse des besoins des populations,
  - de l'inventaire des acteurs et des services qu'ils proposent pour satisfaire ces besoins
  - des indicateurs territoriaux permettant d'identifier les opportunités et les risques spécifiques du territoire
- 



#### **Altercarto - Les mondes de la terre**

Altercarto est une mutuelle de données statistiques localisées qui œuvre pour un accès libre et gratuit aux données statistiques publiques et à leur usage raisonné par les citoyens et leurs organisations, notamment au service d'un développement plus solidaire et coopératif des territoires, notamment dans la conduite collaborative des politiques publiques locales et territoriales. Altercarto mutualise des données, des procédés, méthodes ou savoir-faire, des outils, des moyens de diffusions et de partage des travaux réalisés par ou pour ses membres.

**Rôle :** Collecte de données existante, médiation et accompagnement à l'usage et à la mise à disposition de données statistiques, mise à disposition et maintenance de donnée et d'un outil cartographique d'analyse et de visualisation de données.

---



#### **La FING - Fondation Internet Nouvelle Génération**

Depuis 14 ans, la Fing aide les entreprises, les institutions et les territoires à anticiper les mutations liées aux technologies et à leurs usages. Elle a construit un nouveau genre de *think tank*, dont les productions sont largement reconnues en Europe et ailleurs. Elle porte notamment le dispositif INFOLAB 2015 qui vise à développer une culture de la donnée au service des entreprises et des acteurs du territoire.

**Rôle :** Accompagner et être support aux actions du projet relevant du dispositif INFOLAB 2015. Aide à la mise en oeuvre d'actions de médiation à l'usage de données sur les territoires.



#### **Ville au carré - Des ressources pour agir**

Lieu de ressources, d'échanges et d'expertises, l'association Villes au Carré facilite depuis 2007, la conduite des politiques de cohésion urbaine et sociale en Région Centre et Poitou-Charentes. Elle forme, informe et accompagne un réseau d'acteurs et d'élus en charge du développement des territoires urbains, par la construction d'outils sur mesure (échanges de pratiques, ateliers, formations, documentation, argumentaires, fiches d'expériences...) issus des échanges de pratiques, du croisement d'expériences et de l'appui des universités.

**Rôle :** Mise à disposition de ressources autour des politiques de la ville, mise en lien et facilitation des relations avec les acteurs des politiques de la ville (élus, techniciens, structures locales).

## 4.2 Les acteurs locaux pressentis au démarrage

Ce sont les acteurs qui produisent l'action dès 2015 et qui sont destinés à la porter de manière autonome au terme des trois années. Certains se sont déjà engagés, il est nécessaire pour d'autres de préciser les termes de leur participation en lien avec leurs instances décisionnaires.

Territoire	Type d'acteurs	Structures
Tours	Associations	ID 37 (mission DLA), ID 37 (mission emploi), Courteline (mission EPN), Courteline (Mission RSA), Courteline (mission action sociale), Centre social Maryse Bastié, RESOUDRE, Centre social Rabière, Centre social Plurielles, Régie de quartier de Joué lès Tours, Tours Emploi
	Collectivités	Conseil Général 37 (mission programme de territorialisation), Conseil Général 37 (mission RSA et insertion)
Vierzon	Associations	ADOC 18, la maison de l'oasis, Association des Jeunes Créateurs Vierzonais, Régie de territoire C2S Services, Centre sociale CAF, CUCS (mission contrat local de santé),
	Collectivités et services	CCAS (service social), CCAS (épicerie sociale Epicéa), Ville de Vierzon (référent quartier Clos du Roy), Conseil Général 18 (missions RSA et insertion)



## 6. Actions et résultats attendus

### 6.1 Préparer l'action

#### 6.1.1 Mobilisation

La mobilisation d'acteurs se fera tout au long des trois années de mise en oeuvre, nous distinguons deux temps distincts.

##### **Formalisation de la constitution des groupes**

Un premier temps s'étalera sur les trois premiers mois avec pour objectif d'impliquer des acteurs supplémentaires déjà identifiés mais dont l'implication nécessite un temps humain plus important. Il s'agira d'abord d'aller à nouveau à la rencontre de ceux déjà rencontrés afin de clarifier leur engagement. Ensuite, il nous faudra expliciter le projet au sein des instances de décision des structures où les participants pressentis ne sont pas en capacité de s'impliquer sans une validation de leur hiérarchie.

##### **Mobilisation de nouveaux acteurs**

Un second temps couvrira l'ensemble de la durée de mise en oeuvre du projet, il sera question de mobiliser de nouveaux acteurs, qui ne sont pas prêt à rejoindre le groupe pour le moment, que nous ne connaissons pas ou qui ne perçoivent pas encore les enjeux concrets de leur participation. En donnant à voir régulièrement les résultats produits par les groupes, nous susciterons une meilleure compréhension et un intérêt pour le projet de leur part. De plus, à l'occasion des actions menées, certains acteurs seront sollicités ponctuellement à l'occasion d'ateliers et pourront ainsi intégrer le groupe de manière pérenne dès qu'ils y seront prêts.

#### 6.1.2 Connaissance mutuelle et mise en action

##### **Choix d'une thématique d'étude**

La première action des groupes sera le choix de la thématique sur laquelle portera la démarche d'enquête. Cette thématique n'est pas définie en amont puisque inhérente aux missions et préoccupations des acteurs participants. L'intérêt est d'orienter l'action sur un champ où s'est construit une représentation partagée des besoins déjà perçus par les acteurs.

Cet "objet frontière"<sup>6</sup> est l'élément fédérateur qui va permettre au groupe de se lancer dans une démarche qu'il ne maîtrise pas encore (démarche d'enquête basée sur des données) en se mettant en mouvement autour d'un objet concret, déjà pratiqué par l'ensemble des participants. Des thématiques sont pressenties, du fait des différents contextes locaux mais nécessiteront d'être validées : les productions s'articuleront certainement autour de la santé à Vierzon, et autour de l'insertion à Tours.

##### **Connaissance mutuelle**

En complémentarité au choix de la thématique, un temps est destiné à favoriser l'interconnaissance entre les participants, basé sur des outils et une animation participative. Cela passera notamment par une identification des compétences dont disposent des acteurs afin de mieux cerner les apports de chacun aux groupes. De plus, nous cartographierons les actions déjà menées sur le territoire autour de la thématique choisie, que ce soit par les acteurs présents, mais également ceux qui ne participent pas encore à la démarche. Cela permettra une première identification des territoires où les actions développées et les besoins a priori perçus par les acteurs n'entrent pas en cohérence. C'est un élément clef pour commencer à construire une conscience partagée du territoire d'action

#### 6.1.3 Enquête participative

##### **Co-construction de la démarche d'enquête**

La co-construction de la démarche d'enquête est au coeur du projet, elle consiste à traduire les questions que se pose chaque élément du groupe en questions que le groupe va devoir poser. Cette étape nous servira à faire émerger les éléments de connaissance qui peuvent nous manquer sur le territoire, la manière dont nous pourrions les obtenir et quels acteurs il est nécessaire de mobiliser afin d'établir un état des lieux explicite.

Les groupes seront accompagnés dans le choix d'indicateurs cohérents pour répondre à leurs questionnements en écartant les données inutiles. Chaque indicateur n'apportant qu'une partie des réponses, il s'agira d'extraire les plus à même de dégager une connaissance exhaustive du sujet d'enquête. Un inventaire des données disponibles sera réalisé. Le groupe confrontera cet inventaire aux indicateurs choisis pour identifier les données manquantes : il va falloir les collecter lorsqu'elles existent mais ne sont pas utilisables, ou les produire lorsqu'elle n'existent pas.

La démarche d'enquête guidera l'action, après une première phase de construction, elle sera enrichie régulièrement au regard des résultats produits et des manques constatés.

### Mise en oeuvre de l'enquête

La démarche d'enquête s'appuiera, dans sa mise en oeuvre, sur un outil cartographique d'enquête développé par la mutuelle de donnée Altercarto : SuiteCairo. L'outil cartographique n'est pas exclusif, il a un rôle de médiateur qui permet au groupe de visualiser et manipuler les données disponibles de manière intuitive afin de pouvoir leur donner du sens en les confrontant au vécu des acteurs.

Au démarrage, nous montrerons d'abord au groupe le fonctionnement général de l'outil afin qu'ils aient conscience du travail accompli en amont pour rendre les données manipulables. Ce travail sera ensuite réalisé par un salarié mutualisé entre les temps de travail, afin de répondre aux demandes des groupes, qui pourront alors se contenter de leur donner du sens.

Nous formons les groupes à la manipulation de l'outil cartographique, ce qui ne nécessite plus de compétences "expertes" en gestion de données. Chaque participant est alors en capacité de visualiser et de confronter entre eux les indicateurs choisis, de commenter ces rapprochements pour faire part de leurs déductions, puis de partager ces scénarios aux autres membres afin de produire de l'intelligence collective. Altercarto dispose d'un grand nombre de données disponibles qui permettent de démarrer avant même d'en avoir récolté<sup>7</sup>.

Ce premier cycle de travail sera achevé à la fin de la première année, ce qui correspond au temps nécessaire pour changer les termes de la coopération et créer le climat de confiance indispensable à ce projet collectif. Passé cette année de mise en route, le groupe sera autonome dans son utilisation de l'outil, cette étape se répète quasi au quotidien, en étant à chaque fois nourrie des données, connaissances et expériences apportées par les autres actions.

Actions envisagées	Résultats attendus	Indicateurs	Outils de suivi
Mobilisation	Mobiliser de nouveaux acteurs locaux : 15 en N, 25 en N+1 et 25 en N+2 Mobiliser des services de collectivités : 1 en N, 3 en N+1, 3 en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, qualité de l'engagement, nombre d'agents de collectivités participant, <b>Résultat</b> : Mixité et représentativité des acteurs présents	Feuilles de présence, nombre d'heures passées
Connaissance mutuelle et mise en action	Choix d'une thématique : 1 journée en N, 0,5 en N+1 Cartographie des actions menées : 1 journée en N, 0,5 en N+1	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, pertinence de la thématique choisie, cartographie des actions <b>Résultat</b> : nombre et diversité des acteurs mobilisés autour de la thématique, utilisation effective de la cartographie	Feuille de présence, nombre d'actions recensées, nombre de visites sur la carte
Enquête participative	Co-construction et réalisation de l'enquête : 10 jours en N, 5 jours en N+1 Formation à l'outil cartographique Réalisation d'un inventaire des données disponibles Amélioration de l'enquête : 5 jours en N+1, 8 jours en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, qualité de l'engagement, nombre de personnes formées, diversité des personnes formées, inventaire des données disponibles, qualité des contributions <b>Résultat</b> : qualité des contributions, autonomie dans l'utilisation de l'outil cartographique, exhaustivité de l'inventaire, des données, identification de données manquantes	Feuilles de présence, nombre d'heures passées, nombre de scénarios et d'hypothèses établies, Liste des données disponibles, manquantes et possesseurs de ces données

## 6.2 Agir collectivement

### 6.2.1 Action collective et participatives

#### Choix d'une action collective

Reliée à la démarche d'enquête, une action collective sera choisie et portée collectivement par chaque groupe. Elle pourra être créée dans le cadre du projet ou pré-existante. C'est un espace privilégié pour produire de l'action collective, vivre la coopération et créer un climat de confiance. C'est également un terrain d'expérimentation qui vise à matérialiser et vérifier les hypothèses produites dans le cadre de l'enquête.

Le groupe dans son ensemble soutiendra la ou les actions choisies : chacun est une ressource disponible pour appuyer les projets du groupe avec les compétences qui lui sont propres. L'action n'est alors plus la "propriété" de celui qui la propose, le groupe est une "zone franche" de développement et d'expérimentation de projets collectifs. C'est un lieu d'appropriation de compétences transversales utiles à chacun également dans ses actions quotidiennes : usages coopératifs, maîtrise d'outils numériques collaboratifs, veille partagée, etc.

#### Construction d'un plan d'action impliquant les usagers

Avec les groupes, nous intégrerons une dimension participative dans l'ensemble des actions menées afin d'impliquer les usagers. Ils seront d'abord impliqués dans la mise en oeuvre de l'action, afin de permettre leur expression et une posture active de leur part. Au fil du temps, il sera proposé aux habitants et usagers associés de participer activement aux actions dès leur organisation afin de leur permettre de s'approprier les prises de décision qui guident à l'action. Seule cette co-organisation des actions permettra à terme de construire des réponses cohérentes aux besoins basées sur les usages et vécus propres aux publics ciblés. C'est également un levier essentiel pour permettre une meilleure compréhension et appropriation des enjeux du territoire par l'ensemble de ses parties-prenantes.

### 6.2.2 Ouverture des données existantes

#### Mutualisation données des participants

Chaque acteur participant au projet sera amené à mutualiser les données dont il dispose avec les autres membres du groupe, et au delà auprès des groupes agissant sur d'autres territoires. Le choix raisonné des données mutualisables sera guidé par Altercarto et la SCOP AcoKima afin d'écarter celles qui ne sont pas cohérentes ou dont la mise à disposition présente un risque. Les données mutualisées sont mises dès lors également à disposition de tous les autres groupes et deviennent des biens communs dont l'usage n'appartient plus exclusivement aux acteurs qui les produisent (OpenData). Ainsi, chaque groupe disposera de données produites sur d'autres territoires de manière à pouvoir établir des rapprochements. C'est cette mise à disposition qui permet notamment aux groupes de disposer d'une base de connaissance dès le démarrage, en utilisant les données déjà mutualisées dans le cadre d'autres actions menées précédemment par Altercarto.

Les données qui présentent un risque n'étant pas mutualisables, elles ne seront pas pour autant écartées. Elles constituent des éléments de connaissance importants qui seront discutés de manière informelle au sein des groupes afin d'étayer les hypothèses formulées sur le territoire. C'est un élément du vécu des acteurs qui est indispensable à la contextualisation et à l'évaluation de la qualité des données utilisées.

#### Collecte de données externes

Les acteurs ne participant pas au projet à l'origine seront sollicités dès lors qu'ils disposeront de données ou d'expériences utiles à l'enquête réalisée par un groupe. Pour initier la démarche, un large panel de données<sup>1</sup> est mis à disposition gratuitement par Altercarto. L'objectif est d'utiliser ces données pour établir les premières hypothèses et donner à voir à d'autres acteurs les effets produits par leur mise à disposition du groupe. De proche en proche, ce groupe s'ouvre à des partenaires fournisseurs de données qui les mettent à disposition et améliorent la pertinence des analyses produites.

L'objectif est de co-construire sur la base d'un besoin précis avec les autres producteurs de données présents sur le territoire. Par ce biais, ils seront invités à rejoindre le groupe ponctuellement, en ayant la possibilité de l'intégrer de manière plus pérenne s'ils le souhaitent, c'est donc un levier de mobilisation de nouveaux acteurs.

A titre d'exemple, le Conseil Général 37 est disposé à ouvrir les données dont il dispose, mais il est nécessaire de proposer à cette collectivité un cas d'usage concret qui justifie l'intérêt de son engagement dans une telle démarche.

### **6.2.3 Production des données manquantes**

#### **Documentation du quotidien**

Pour produire les données manquantes, les groupes seront accompagnés pour définir la meilleure manière de pouvoir rendre compte et mutualiser les connaissances qu'ils possèdent, à l'occasion de chacune de leurs actions quotidiennes. Cette étape permet de donner du sens, dans l'enquête, aux vécus des acteurs. Il s'agira, avec les outils mis à disposition par la SCOP Acokima, de définir quelles informations sont pertinentes pour le groupe afin que chacun, au quotidien, puisse capitaliser des informations qui n'étaient pas valorisées jusque là. Ces nouvelles données seront utiles à l'enquête et permettront de rendre accessibles au groupe ce qui n'était détenu individuellement que par les acteurs de "première ligne", directement en contact avec les publics. A cette occasion, le groupe devra également définir un processus éthique de production de ces données, de manière à ce que les informations mutualisées ne le soient pas à l'insu des publics.

#### **Actions avec les habitants**

Afin d'inclure les habitants dans la démarche d'enquête, des actions seront organisées et réalisées afin de produire, avec les groupes et les habitants, les données utiles à l'enquête mais qui n'existent pas encore. L'auto-production de certaines données assurera au groupe de disposer d'indicateurs plus fins, qui ont plus de sens et de pertinence dans l'action puisque choisis directement par les acteurs.

Par exemple, la nécessité d'obtenir des données fines quant à la qualité de l'air pourrait amener à l'installation de capteurs et au relevé des données avec les citoyens. C'est avant tout un levier pour amener les habitants à s'interroger sur leur territoire, d'abord par l'action, puis en intégrant (ponctuellement ou sur la durée) le groupe pour réfléchir collectivement à ce que nous apprennent ces données. Il s'agit d'un outil de médiation visant une meilleure compréhension des enjeux liés aux données par l'ensemble des acteurs en les intégrant à l'action, dans une logique d'éducation populaire. C'est donc un levier pour améliorer la capacité des habitants à mieux comprendre leur territoire et pour augmenter leur pouvoir d'agir.

De plus, l'appréhension de la démarche d'enquête directement pas les publics qui en sont les cibles est une nécessité afin de construire une enquête avec l'ensemble des parties-prenantes du territoire. C'est également le seul moyen de produire des données sans que cela ne se fasse à l'insu des habitants, mais bien avec leur participation active en explicitant l'usage qui en sera fait.

### **6.2.4 Analyse de données :**

#### **Construction des jeux de données**

Pour nourrir les indicateurs choisis par les groupes avec les données mutualisées ou produites, un travail de traitement et de construction des jeux de données est nécessaire. Ce point nécessite des compétences particulières et ne pourront être réalisées par les groupes. Il est indispensable afin de mettre à disposition, via les outils statistiques d'analyse multicritères de données et cartographique, des jeux de données que les participants pourront manipuler facilement par eux même. Ce traitement sera réalisé entre les temps de travail présentiels.

#### **Synthèse des manipulations de données et commentaires effectués**

Après avoir été formés, à travers la manipulation, à l'usage des outils statistiques et de rapprochement cartographique de données, les groupes s'accorderont sur des hypothèses autour de la thématique étudiée. Ils formuleront ces hypothèses à travers des scénarios basés sur un rapprochement de différents indicateurs et des commentaires effectués par chacun. Les scénarios formulés seront partagés à distance (mails, réseaux sociaux) et en présentiel pour en extraire les faits et interprétations partagées par l'ensemble du groupe.

La confrontation des points de vue, sera étayée par les vécus individuels et par les actions menées pour valider ou infirmer les hypothèses. A l'inverse, les enseignements tirés de cette analyse viendront nourrir les actions pour les améliorer et intégrer à leurs objectifs la vérification d'hypothèses. Ce sera également l'occasion d'identifier de nouvelles données manquantes, incomplètes ou de mauvaise qualité afin d'y remédier.

#### **Rédaction d'une synthèse**

Chaque année, une synthèse des résultats produits par l'enquête sera rédigée et mise à disposition sous une licence ouverte qui permet sa réutilisation.

Actions envisagées	Résultats attendus	Indicateurs	Outils de suivi
Action collective et participatives	Identification des compétences des acteurs Construction d'un plan d'action impliquant les habitants : 3 jours en N+1 et 3 en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, qualité de l'engagement, nombre d'agents de collectivités participant, <b>Résultat</b> : Production d'un référentiel de compétences et d'un plan d'action	Feuilles de présence, nombre d'heures passées, référentiel de compétences, plan d'actions
Ouverture des données existantes	Mutualisation des données détenues par les participants Mise à disposition de données publiques en Open Data : 5 structures sur 3 ans ayant mis à disposition leurs données	<b>Réalisation</b> : Nombre de structures partageant leurs données, qualité de l'engagement <b>Résultat</b> : Mise à disposition de données en OpenData	Feuille de présence, quantité de données mise à disposition
Production des données manquantes	Production de données à partir des connaissances détenues par les acteurs Production de données avec les habitants : 30 habitants mobilisés en N+1, 60 en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, nombre d'habitants mobilisés, nombre d'actions réalisées, qualité de l'engagement <b>Résultat</b> : quantité de données produites, mixité des publics mobilisés, plus-values identifiées dans l'usage des données mises à disposition	Feuilles de présence, nombre d'heures passées, quantité de données produites
Analyse de données	Construction des jeux de données Analyse des données disponibles et rédaction d'une synthèse : 2 synthèses en 2014, 3 en N et 3 en N+1	<b>Réalisation</b> : quantité de jeux de données mis à disposition des groupes, nombre de participants <b>Résultat</b> : qualité des analyses produites, adaptation des actions suite aux analyses produites, nouvelles actions imaginées	Feuilles de présence, nombre d'heures passées, synthèse

## 6.3 Évaluer et essayer

### 6.3.1 Observation et analyse du processus

#### Observer et analyser les jeux d'acteurs

L'observation du processus de création et de mise en accessibilité des données vise à évaluer l'efficacité des leviers d'action pour inciter les acteurs à des changements de comportements et faciliter ainsi le transfert d'expériences. Cette approche sociologique s'attachera à décrire et analyser les jeux d'acteurs en présence (collectivités territoriales, opérateurs privés, société civile,...). Cela permettra d'identifier et d'analyser la manière dont ces différents acteurs, chacun avec ses compétences, participent à la construction d'un processus d'innovation sociale. Il s'agira de bien comprendre les logiques d'acteurs qui sous-tendent la prise de décision, la conception et la mutualisation des pratiques.

Après avoir repéré les principales catégories d'acteurs en jeu, leurs modes d'organisation seront décrits afin de sélectionner plus finement les acteurs a priori influents pour la question traitée. Une enquête qualitative sera réalisée auprès des acteurs du dispositif par entretiens semi-directifs :

- décrire le système d'acteurs existant ;
- établir les objectifs (parfois contradictoires) et les relations d'influence existants entre les différents acteurs du système/processus ;
- identifier les leviers d'actions à l'échelle du territoire et les mesures qui en découlent ;
- recueillir les données utiles à l'analyse du jeu d'acteurs d'un point de vue prospectif.

A titre d'exemple, un élément pressenti pour être observé est la perception du risque lié aux données et à leur utilisation par les acteurs vis à vis de leur public.

#### Rédaction d'une synthèse

Des synthèses annuelles seront produites afin d'établir une cartographie des acteurs et d'identifier les leviers d'action, les freins et impacts relatifs au processus et d'évaluer la production de résultats.

Cette synthèse participera au recadrage régulier de l'action par les groupes en s'appuyant sur les freins relevés par cette observation. Il s'agit également d'un enjeu en terme d'essaimage, la synthèse faisant partie intégrante des éléments nécessaires à donner à voir à l'extérieur afin qu'ils puissent s'en inspirer.



### **6.3.2 Évaluation et Bilan**

#### **Temps de bilan et d'évaluation avec les groupes**

Afin de permettre l'amélioration continue des actions menées par les groupes, elles seront évaluées annuellement sous trois angles différents qui nous donneront une vision globale du projet.

D'abord, un temps d'auto-évaluation par les groupes eux-mêmes favorisera la formulation de conclusions relatives au vécu des acteurs. Ils s'agira de tirer des enseignements collectifs des ressentis individuels des participants.

Ensuite, nous nous appuierons sur l'analyse sociologique des processus observés afin d'en extraire les leviers d'action qu'il nous faudra veiller à conserver. Nous confronterons ensuite les groupes aux freins identifiés pour construire ou modifier l'action en réponse et faciliter la mise en oeuvre de la démarche l'année suivante.

Enfin, nous évaluerons le projet dans son ensemble au regard des résultats attendus, via les indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis. Il est ici question de proposer une évaluation la plus factuelle possible.

#### **Rédaction bilan du projet**

Chaque année, un bilan sera rédigé afin de rendre compte des résultats produits, confrontés aux objectifs initialement annoncés et qui dégagera les pistes d'amélioration retenues pour l'année suivante.

### **6.3.3 Restitution et essaimage**

#### **Restitution locale**

Localement, une restitution sera organisée chaque année sur chaque territoire. L'objectif est de donner à voir les actions à l'ensemble des acteurs, au delà du groupe (associations, entreprises, élus, agents de collectivités et habitants).

D'une part, cela permettra d'explicitier à de nouveaux acteurs ce qui a été réalisé et les conclusions qu'en ont tiré les groupes afin de les confronter à d'autres, qui ont des perceptions potentiellement différentes. C'est une étape nécessaire pour juger de la pertinence des hypothèses formulées et des actions imaginées en réponse. D'autre part, ce moment est un temps constitutif du collectif, et une ouverture du groupe aux autres parties-prenantes. C'est à cette occasion que d'autres pourront réaliser l'intérêt que présente la démarche en prenant connaissance des productions de manière à susciter des envies nouvelles de participation au projet.

C'est donc un événement crucial : ce retour au terrain est garant de l'appropriation du travail par ceux qui l'ont accompli, mais également par les autres acteurs cohérents.

#### **Temps d'échange inter-territoires**

Des rencontres apprenantes seront organisées entre les différents territoires d'intervention. Ils permettront aux acteurs d'échanger sur leurs expériences, de partager leurs pratiques et de trouver collectivement des réponses aux freins qu'ils peuvent rencontrer. C'est un élément constitutif de la mise en réseau régionale des acteurs qui permet de faciliter l'autonomie localement en apportant, par l'échange, plus de cohérence et de sens aux actions localement.

Les acteurs sont amenés à prendre conscience et à intégrer un éco-système thématique plus large, dans un objectif de structuration d'une communauté apprenante qui contribuera au développement d'une intelligence territoriale basée sur l'ouverture et l'accessibilité des connaissances. Ces temps de rencontres seront prolongés après la première année par des échanges à distance grâce à des outils adaptés.

#### **Restitutions régionales spécifiques**

Les premiers acteurs concernés par l'essaimage de cette démarche sont ceux qui agissent au quotidien sur les quartiers définis comme prioritaire par les politiques de la ville : élus, techniciens de collectivités locales et structures. Partant de ce constat, nous organiserons deux temps forts dédiés à ces acteurs afin de porter à leur connaissance les résultats produits par les actions menées localement. Villes au Carré (réseau ressource des acteurs des politiques de la ville) nous soutient dans cette ambition et nous permettra de mobiliser ces publics sur la région Centre et Poitou Charente.

Afin d'initier l'acculturation au projet que nous portons, nous le présenterons début 2015 à l'occasion de la dernière journée régionale autour du projet "Les usages numériques : un atout d'e-galité pour les qu@rtiers" organisé par Villes au Carré. C'est une occasion de donner à voir la démarche dès son démarrage afin d'essaimer plus facilement par la suite et d'accompagner le changement de posture souhaité par les acteurs.

## Documentation des actions menées

Les actions quotidiennes seront documentées à différents niveaux. D’abord, nous les raconterons au jour le jour sur notre site afin de rendre compte de la dynamique aux acteurs extérieurs. Ensuite, nous mettrons à disposition, sous des licences ouvertes permettant leur réutilisation, les différentes synthèses relatives à la démarche (leviers et freins identifiés, résultats produits, . . .). L’ensemble des documents produits à usage interne (réponse aux questions que se posent les acteurs, guides d’utilisation des outils, . . .) seront également mis à disposition de l’extérieur dans les mêmes conditions, pour qu’ils puissent servir à d’autres. Après, nous expliciterons et présenterons cette démarche de manière directe en participant à des temps de rencontre nationaux spécifiques aux sujets traités (politique de la ville, usages collaboratifs, médiation à l’usage des données, . . .). Enfin, la démarche sera valorisée et viendra nourrir des espace de mutualisation d’expériences qui rassemblent des projets aux objectifs similaires en France. A travers la participation au dispositif MoviLab<sup>8</sup> notamment, nous utiliseront une méthodologie dédiée à la traduction de ce projet local en recette générique (ou “code source de projet”) qui puisse permettre à d’autres territoires de se l’appropriier pour le reproduire en l’adaptant à leur contexte.

Actions envisagées	Résultats attendus	Indicateurs	Outils de suivi
Observation et analyse du processus	Réalisation d’entretiens semi-directifs : 10 entretiens en N, 10 en N+1 et 10 en N+2  Identification des freins et leviers au passage à l’action et rédaction de synthèse : 1 en N, 1 en N+1, 1 en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre d’entretiens réalisés, nombre de synthèses produites  <b>Résultat</b> : Qualité de l’étude, utilisation des résultats par les groupes	Registre des entretiens réalisés, synthèses produites
Évaluation et Bilan	Co-évaluation du projet qualitativement et quantitativement avec les acteurs : 1 jour en N, 1,5 en N+1 et 1,5 en N+2  Rédaction d’un bilan : 1 en N, 1 en N+1 et 1 en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, qualité de l’engagement  <b>Résultat</b> : diversité des acteurs présents, qualité des résultats produits vis à vis des résultats attendus	Feuille de présence, bilans annuels de l’action
Restitution et essaimage	Organisation de restitutions locales : 30 participants en N, 60 en N+1 et 80 en N+2  Organisation de temps d’échanges régionaux : 20 participants en N, 30 en N+1 et 50 en N+2  Restitution régionales auprès des acteurs des politiques de la ville : 1 événement en N+2  Documentation des actions menées : 10 articles/an sur le site, participation à 1 événement national/an et rédaction du code-source du projet	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, qualité de l’engagement, mise à disposition des synthèses, rédaction des articles, documentation du « code-source » du projet  <b>Résultat</b> : mixité et représentativité des participants, nombre de visites sur le site	Feuilles de présence, nombre d’heures passées, articles et synthèses

## 6.4 Faciliter l’action

### 6.4.1 Coordination des groupes d’acteurs

La coordination du groupe est une action transversale qui favorise le lien entre les acteurs du groupe, entre les différents territoires et avec les intervenants extérieurs. Nous accompagnerons l’appropriation de ces missions par les groupes dès la 2ème année afin de permettre leur autonomie au bout de la troisième année.

### Organisation des temps de travail

Il s’agira de rassembler les conditions nécessaires au bon déroulement des temps de travail : réservation des salles, définition des dates et ordres du jour avec les groupes, préparation de l’animation en lien avec les différents intervenants.

### Animation du réseau d’acteur

Des échanges réguliers seront nécessaires avec les acteurs pour les mettre en lien, accueillir les nouveaux participants, rechercher et mettre à disposition des ressources pour répondre à leurs questions et animer les différents outils collaboratifs (listes de discussion, wiki, . . .).

### Suivi de l’action (CR, relance, mobilisation, . . .)

Un suivi des temps de travail et du projet dans sa globalité sera assuré : rédaction de comptes rendus, relances, vérification et rédaction des CR, relances diverses, vérification de la cohérence des actions menées vis à vis des résultats attendus.

### Formations aux techniques de coopération et aux pratiques et outils associés

Pour assurer l'autonomie des acteurs en fin de projet, il sera nécessaire de les former aux outils numériques collaboratifs, particulièrement à des outils de gestion de projet. A travers l'action et l'expérimentation, les acteurs monteront également en compétence concernant les techniques d'animation participatives à même de faire émerger l'intelligence collective, et également sur les modalités d'actions qui permettent la participation citoyenne au niveau de l'argumentation des projets concertés, de leur cogestion et de leur autoévaluation..

#### 6.4.2 Communication et outillage

##### Mise en place site dédié

Un site dédié à la démarche sera mis en place. Il permettra de raconter et de rendre visible, au jour le jour, ce qui se fait localement (StoryTelling). Ce sera également un portail ressource au service des acteurs qui permettra de disposer de documents utiles, mais également de toutes les informations nécessaires à l'usage des différents outils : wiki, blog, liste de discussion, partage de document. C'est un outil essentiel pour fédérer les différents groupes locaux autour d'un objet commun, qui pourra amener par exemple à une veille partagée régionalement ou encore à une présence sur les réseaux sociaux.

De plus, c'est une vitrine qui dépasse les frontières régionales pour donner à voir la démarche et partager nos réalisations avec d'autres territoires qui y verront un intérêt.

Actions envisagées	Résultats attendus	Indicateurs	Outils de suivi
Coordination des groupes d'acteurs	Formation aux techniques de coopération et aux pratiques et outils associés : 15 personnes en N, 30 en N+1 et 30 en N+2	<b>Réalisation</b> : Nombre de participants, qualité de l'engagement, nombre d'agents de collectivités participant, <b>Résultat</b> : Mixité et représentativité des acteurs formés, nombre d'acteurs ayant mis en œuvre les compétences	Feuilles de présence, nombre d'heures passées
Communication et outillage	Mise en place d'outils collaboratifs (listes de discussion et wiki : 1 wiki et 3 listes de discussion sur les 4 ans:  Mise en place d'un site vitrine régional	<b>Réalisation</b> : outils et site mis en place  <b>Résultat</b> : Utilisation des outils, nombre de visites sur le site	Taux de fréquentation et d'utilisation des outils et du site

## 7. Modèle économique et pérennité

### 7.1 Dépenses prévisionnelles

Afin de mener à bien notre projet, nous avons affecté les dépenses prévisionnelles sur différents postes de dépense précis :

Objet de la dépense	Contenu	Part du budget allouée
Fond dédiés aux acteurs locaux	Permettre la participation large des acteurs et l'expérimentation de réponses nouvelles aux besoins identifiés (ex: mener des actions hors missions financées dans le cadre de leurs activités, défrayer certains participants, . . .).	54 000 €
Coordination du projet	Poste salarié (0.5 ETP) pour assurer la coordination du projet.	45 000 €
Démarche d'enquête	Accompagnement à la construction et à la mise en œuvre de la démarche d'enquête en présentiel et à distance.	27 400 €
Structuration des jeux de données	Poste salarié (0.25 ETP) pour assurer la structuration des jeux de données et les rendre utilisables par les acteurs.	22 500 €
Observation et analyse sociologique	30 entretiens semi directifs + synthèse	15 000 €
Co-production de données avec les habitants	Accompagnement à la mise en place de 4 actions de production et de médiation à l'usage des données avec les habitants	8 960 €
Communication et outillage	Mise en place des outils utiles (outils collaboratifs, portail internet, ...)	6 400 €
Frais de déplacement	Déplacement des salariés dans le cadre de leurs missions de coordination ou de représentation	6 156 €
Événementiel	Organisation de temps d'échanges entre acteurs	3 200 €
Frais annexes de personnels	Fiches de paies, médecine du travail et cotisations formation.	2 640 €
Frais divers	Frais postaux et fournitures	2 400 €

**Budget total : 193 659 €**

## 7.2 Sources de financement

Le projet ne permettant pas de dégager des ressources à même de permettre son autofinancement, nous faisons appel à différents financements publics et privés.

Source du financement	1er avril 2015 - 31 mars 2016	1er avril 2016 - 31 mars 2017	1er avril 2017 - 31 mars 2018
<b>Collectivités</b>			
Région Centre (AAP Innovation, TPE/PME et structures ESS)	28 293	28 293	28 293
Conseil Général du Cher	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Conseil général d'Indre et Loire	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Conseil Général du Loir et Cher	-	2 000 €	2 000 €
Ville de Tours	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Ville de Vierzon	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Ville de Blois	-	2 000 €	2 000 €
<b>Fondations</b>			
Fondation Pour l'Humain	17 790 €	14 995 €	-
Fondation de France (AAP "démarches participatives")	10 000 €	10 000 €	-
<b>Union Européenne</b>			
FEDER-FSE "Centre" (Axe 2 A1)	-	-	23 995 €
<b>TOTAL</b>	<b>64 083 €</b>	<b>65 288 €</b>	<b>64 288 €</b>

## 7.3 Modalité d'intervention des prestataires

Certaines compétences n'étant pas nécessairement présentes localement, nous avons identifié des partenaires qui pourront les mettre à disposition des groupes. Les prestations proposées par ces partenaires ont pour objectif de compenser des déficits de compétences locales mais n'ont pas vocation à remplacer les acteurs locaux lorsqu'ils disposent déjà des savoirs faire nécessaires.

Nous procéderons donc en premier lieu à une identification des compétences au sein des groupes d'acteurs pour qu'ils puissent se substituer à tout intervenant extérieur lorsque c'est possible. Au fur et à mesure de la montée en compétence des acteurs, ils remplaceront les partenaires extérieurs afin de devenir autonomes dans la démarche au terme des trois années de mise en oeuvre. Par exemple, certains salariés de RESOUDRE à Tours sont déjà formés à l'usage de certains outils collaboratifs : ce sont eux qui seront sollicités pour assurer la formation des autres acteurs sur Tours.

## 7.4 Pérennisation de l'action

A l'issue des trois années de mise en oeuvre, les groupes locaux seront autonomes dans la réalisation d'enquêtes participative appuyée sur un outil cartographique. Ils disposeront également des savoirs faire nécessaire à l'usage d'outils collaboratifs et aux pratiques de coopération à même de mettre en place des projets collectifs.

Toutefois, ils restera nécessaire de disposer de moyens humains sur des compétences "expertes" qui n'ont pas vocation à être transférées aux groupes. C'est essentiellement le cas de la mission de structuration des données pour les rendre utilisables par les groupes, ce qui représente un quart-temps mutualisé pour les trois territoires concernés. Il est donc dans nos objectifs de parvenir à transférer ce rôle à des acteurs locaux qui disposent déjà de compétences similaires en interne, tels que les observatoires et les conseils généraux.

La pérennisation du projet au delà des trois ans nécessitera également la co-construction de sa suite avec certaines institutions. Il faudra notamment parvenir à intégrer cette action dans les missions financées par les Conseils Généraux et les autres collectivités locales, par exemple à travers les antennes emploi de proximité. Si le projet peut au final être porté en autonomie par les groupes locaux, et si la documentation effectuée facilitera son essaimage, il est en revanche illusoire de penser que d'autres territoires pourront se l'approprier rapidement sans des moyens supplémentaires ponctuels au démarrage.

### Dates clés

Date de début du projet	1er Mai 2015	Date de fin du projet	31 Mars 2018
-------------------------	--------------	-----------------------	--------------

### Autres aides publiques sollicitées sur ce projet

Nom de l'aide	Organisme financeur	Montant attendu (en €)	Type (Subvention, avance, exonérations diverses...)	Date d'octroi prévisionnelle	Régime européen*
Subvention	Conseil Général d'Indre et Loire	6 000 €	Subventions	Mai 2015 pour l'ensemble des collectivités locales	
Subvention	Conseil Général du Cher	6 000 €		Janvier 2016 pour les aides européennes	
Subvention	Conseil Général du Loir et Cher	4 000 €			
Subvention	Ville de Vierzon	6 000 €			
Subvention	Ville de Blois	6 000 €			
Subvention	Agglomération Tours +	6 000 €			
Subvention FEDER-FSE "Centre"	Union Européenne	23 995			

\* A compléter si connu

## ÉLÉMENTS TECHNIQUES et FINANCIERS

**Fichier excel**

## ATTESTATION

Je soussigné(e) (Stéphane Caillaud) : Co-président du Cré-sol

NB : si délégation de signature, merci de compléter le tableau en bas de page

**certifie être dûment habilité(e) à engager la structure et atteste que :**

- les renseignements fournis dans le dossier sont exacts ;
- la structure n'est pas en redressement judiciaire, sauf à disposer d'un plan de continuation ;
- la structure est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant ;
- la structure s'engage à ne pas commencer l'exécution du projet avant la date d'autorisation de démarrage du projet par la Région Centre (au plus tôt le 19/06/2014) ;

**→Le non-respect de cet engagement entrainera le remboursement de l'aide perçue pour cause de non incitativité de l'aide. (Régime d'aides).**

- la structure s'engage au minimum au maintien des effectifs et de l'activité de structure en région Centre pendant la durée du programme.

**Date :** Le 13 novembre 2014

**Signature du représentant légal  
(ou de la personne habilitée)**

<b>DELEGATION DE SIGNATURE (représentant légal)</b>	<b>PERSONNE AYANT REÇU LA DELEGATION DE SIGNATURE</b>
J'atteste que la personne dont les qualités, nom et signature suivent, a procuration pour signer en mes lieu et place les documents demandés par les institutions et je m'engage à faire connaître toute limitation apportée à cette délégation de signature.  Identité : Fonction : Signature	Identité : Fonction : Signature

## PIECES A JOINDRE POUR L'EXAMEN DE VOTRE DEMANDE

- Statuts de la structure
- Composition des équipes dirigeantes
- Compte de résultat et bilan financier des 2 derniers exercices
- Budget de l'année en cours
- RIB au format IBAN
- Budget prévisionnel (selon fichier excel ci-joint)
- Autres pièces : tout élément explicatif (devis ou autre) relatif aux différents postes des dépenses prévisionnelles